

Pour répondre à la question de la sénatrice Fraser pour savoir ce qu'une organisation comme Townshippers ferait avec une aide financière accrue de la part du gouvernement fédéral/à quelles fins une aide financière supplémentaire est-elle nécessaire, je réponds ce qui suit.

- Indexation du financement du programme de base accordé par Patrimoine canadien pour suivre la hausse constante des coûts des activités (le financement des programmes par Townshippers est le même depuis 1989) et pour offrir aux travailleurs communautaires un salaire décent et stable.
- Égalité entre les enveloppes budgétaires consacrées aux CLOSM. La communauté anglophone au Québec est marginalisée en raison d'un manque de compréhension à son sujet (les mythes sur la richesse des anglophones perdurent) et d'un manque de considération à plusieurs échelons décisionnels. Le récent rapport annuel du CLO, qui a accordé une place importante à la Francophonie et a conduit plusieurs d'entre nous à se demander où avaient abouti les commentaires et observations que nous avons exprimés lors des nombreuses consultations auxquelles nous avons assisté.
- Townshippers pourrait tenir et maintenir son festival automnal annuel si elle recevait un financement à cet effet qui ne l'obligerait pas à ajouter une deuxième journée à l'événement et à prendre en charge du travail supplémentaire seulement pour qu'il y ait correspondance avec l'enveloppe budgétaire de PCH pour les festivals. À l'heure actuelle, la Journée des Townshippers est un événement comme tous les autres dans notre programme de base, et nous devons recueillir près de 15 000 \$ chaque année pour couvrir les coûts, qui augmentent année après année.
- Enveloppes budgétaires pour des projets qui n'exigent pas des efforts extrêmes pour faire correspondre une activité ou une initiative à des paramètres ne cadrant pas avec les réalités du secteur et qui deviennent renouvelables pour assurer la réussite des initiatives.
- Aide financière fédérale pour contribuer à la création d'une organisation de jeunes dédiée à la communauté anglophone pour que nous puissions être sur un pied d'égalité avec l'instance de la majorité et compétitionner pour l'obtention d'enveloppes budgétaires du gouvernement provincial que nous ne parvenons pas à obtenir à l'heure actuelle en raison de la structure de financement de ce dernier (le gouvernement provincial conclut des ententes de financement seulement avec des groupes sectoriels mandatés par la province, et nous n'avons rien qui représente les jeunes des CAQ malgré des tentatives pour obtenir un soutien au moyen d'enveloppes favorables et stratégiques). N'eût été l'intervention rapide de notre table des jeunes intersectorielle (ED de QCGN, TA, CASA, CHSSN, YES et LEARN), nos jeunes auraient été exclus de la nouvelle politique québécoise de la jeunesse, laquelle s'étend sur 15 ans.
- Soutien accru pour les communautés anglophones établies dans les régions rurales du Québec et recherche sur ces communautés (à l'extérieur de l'île).